

Elections norvégiennes: revers travailliste

Les votes par correspondance ayant été maintenant comptabilisés, il ressort que le camp socialiste a perdu la majorité au Storting (parlement) à la suite des élections de dimanche et lundi en Norvège.

Mais M. Odvar Nordli, premier ministre travailliste, a indiqué clairement aux journalistes qu'il n'avait aucunement l'intention de renoncer au pouvoir avant d'avoir examiné la situation politique.

« Avant de tirer des conclusions définitives, je tiens à étudier la situation plus étroitement », a-t-il précisé, ajoutant que le parti travailliste demeurerait au pouvoir tant qu'il ne serait pas renversé à propos d'une question de caractère politique.

Les dirigeants des partis non-socialistes n'en ont pas moins demandé à M. Nordli de reconnaître sa défaite et de démissionner. M. Nordli a déclaré que le parti travailliste possède à lui seul 76

des 155 sièges du Storting, et que les trois partis de la coalition non-socialiste en détiennent un nombre égal.

Les travaillistes bénéficieront au parlement du soutien d'un « socialiste de gauche », et les partis de la coalition « bourgeoise » de deux députés libéraux, a-t-il précisé.

Dans le cas où M. Nordli serait amené à démissionner, le nouveau premier ministre à la tête d'un gouvernement non-socialiste serait vraisemblablement

M. Lars Korvald. Celui-ci a d'ailleurs invité M. Nordli à démissionner, ce qui a-t-il affirmé serait conforme aux résultats des élections.

LES VOTES PAR CORRESPONDANCE

Les Norvégiens qui s'étaient couchés au petit matin après avoir suivi toute la nuit les résultats des élections à la télévision et à la radio avaient pourtant bien cru que le camp socialiste resterait au pouvoir pendant encore quatre ans. Le renversement de la situation est dû essentiellement au décompte des votes par correspondance dans les circonscriptions de l'ouest de la Norvège. Dans cette région, l'alliance « bourgeoise » a arraché un siège aux travaillistes.

(reuter)

Ali Bhutto libéré sous caution

M. Zulfikar Ali Bhutto, ex-premier ministre du Pakistan, a été libéré, hier, sous caution par la Haute cour de Lahore devant laquelle il comparait pour une affaire de meurtre.

Après paiement d'une caution de 50 000 roupies (environ 13 000 fr. s.), il a quitté libre l'enceinte de la Haute cour. Le juge, M. K. Vam Dani a estimé que les preuves présentées devant lui dans l'affaire du meurtre de Dun A. Mohammad Khan en 1974 étaient encore insuffisantes pour justifier le maintien en prison de l'ancien premier ministre.

La décision du juge a provoqué une immense surprise et entraîné une

salve d'applaudissements de la part du public. Sa libération place M. Bhutto dans une bien meilleure position pour la campagne électorale des élections du 18 octobre prochain.

La libération sous caution de M. Bhutto ne signifie pas cependant que l'ancien homme fort du Pakistan en ait fini avec la justice de son pays. En même temps que pour sa demande de libération sous caution, la Haute cour de Lahore a entendu hier matin, M. Bhutto pour deux autres affaires dans lesquelles il est impliqué.

Comparant pour la première fois devant ses juges, M. Bhutto a indiqué qu'il plaiderait non coupable...



Le premier ministre norvégien Nordli et le chef du parti social-démocrate Steen après le résultat des votations.

Mort de Steve Biko, « conscience » de la nouvelle génération noire

Steve Biko, dirigeant de la « conscience noire » et l'une des figures de proue de la nouvelle génération militante africaine, est mort dans la nuit de lundi à hier des suites d'une grève de la faim, a révélé hier le ministre sud-africain de la police, M. Jimmy Kruger.

Selon le ministre, le jeune dirigeant noir, arrêté le 18 août dernier et détenu d'abord à Port Elisabeth, avait donné à plusieurs reprises des signes de mauvaise santé. C'est à partir du 5 septembre qu'il a commencé à refuser la nourriture et la boisson qui lui étaient régulièrement fournis. Le 8 septembre il avait dû être hospitalisé, puis après son retour en détention dimanche, il avait été transféré à la prison de Prétoria. La veille de sa mort, il avait subi un examen médical, a encore affirmé M. Kruger.

Steve Biko, âgé de 30 ans, a fondé en 1969 l'organisation des étudiants noirs d'Afrique du Sud (SASO), puis participé à la création des mouvements de la « Conscience noire », dont l'influence est aujourd'hui dominante au sein de la jeunesse africaine.

Sans doute le leader le plus important de la nouvelle génération noire, Biko était considéré à proprement parler par certains comme la « conscience » des jeunes Noirs. Ainsi, en décembre dernier, un sénateur américain avait lancé cette appréciation: « Je m'adresse à Vorster lorsque je veux savoir ce que pense le gouvernement. J'ai parlé à Biko pour savoir ce que pensent les Noirs ».

Le ministre de la justice M. Jimmy Kruger, l'avait à plusieurs reprises rendu responsable de l'agitation dans les cités africaines et accusé d'être derrière les manifestations anti-apartheid. Ainsi, sa dernière arrestation le 18 août était liée aux émeutes de Port-Elisabeth, le jeune leader nationaliste ayant été accusé par les autorités d'avoir distribué des tracts incitant à la violence.

Ogaden: visite aux territoires « libérés »

Le sud de l'Ogaden est totalement « libéré ». Plus aucun soldat d'Addis-Abéba n'y est cantonné. Plus un civil éthiopien n'y habite.

C'est ce qu'un groupe de journalistes, le second à visiter cette région depuis les affrontements dans l'Est éthiopien, a pu constater en se rendant pour la première fois dans quatre nouvelles localités du sud de l'Ogaden: Danan, Kebri Dahar, Geladi et Dudub.

Un premier groupe de représentants de la presse internationale s'était rendu du 19 au 23 août dernier, dans cinq autres villes de cette région: Mustahil, Kelafo, Gode, Shilabe et Werder.

Ce nouveau périple a été organisé par le Front de libération de la Somalie occidentale (FLSO) dont le siège est à Mogadiscio et avec l'aide des autorités somaliennes. Un représentant du Front et un fonctionnaire somalien, servant d'interprète, ont accompagné le groupe. Répartis à bord de sept véhicules tout terrain immatriculés en Somalie, d'un camion transportant vivres et matériel, le convoi a sillonné pendant cinq jours les pistes poussiéreuses et cahoteuses de cette région semi-désertique habitée de Somalis pasteurs nomades, sans rencontrer de difficultés majeures.

EN ZONE « LIBÉRÉE »

Le convoi a pénétré en territoire éthiopien au poste frontalier de Ferfer et en est ressorti 300 kilomètres plus au nord au poste de Goldjob, après avoir parcouru quelque 900 kilomètres en zone « libérée ». Outre les quatre nouvelles villes visitées et notamment Krebi Dahar

« libérée », selon les responsables locaux du FLSO le 24 juillet, après plusieurs jours de combat, les journalistes ont pu voir à Geladi 200 prisonniers de guerre éthiopiens.

Tout comme lors du premier voyage, ils n'ont cependant pas pu avoir de précision quant au nombre exact de prisonniers faits dans cette région ni quant à leur lieu de détention. Ils n'ont pas pu obtenir le chiffre exact des soldats éthiopiens tués et blessés ou qui ont pris la fuite sur les quelque 9 000 qui étaient cantonnés dans le sud de l'Ogaden.

SÉCURITÉ ASSURÉE

A aucun moment le convoi, accompagné par deux gardes armés, n'a été inquiété pour des raisons de sécurité. L'arrivée dans chaque localité était toutefois précédée des mesures de contrôle en vigueur dans une zone récemment libérée. Les seuls coups de feu entendus ont été ceux tirés par les maquisards embusqués à l'entrée des villages pour signaler l'arrivée du convoi ou lors des manifestations organisées dans chaque localité.

Le convoi d'autre part n'a pas pu, et ce malgré l'insistance des journalistes,

La presse de RFA analyse les critiques étrangères

L'image de la RFA à l'étranger, et en particulier en France et en Italie, continue d'inquiéter les quotidiens ouest-allemands qui y consacraient hier d'importants commentaires.

Pour le quotidien libéral « Sueddeutsche Zeitung », il existe entre la France et la RFA une différence fondamentale dans la conception même de la démocratie. « La volonté allemande d'accorder valeur permanente à un texte constitutionnel, écrit le quotidien, choque l'intelligence française beaucoup plus dynamique. Ce n'est donc nullement la sympathie pour les terroristes ouest-allemands qui détermine tant de réactions françaises, mais une profonde antipathie pour la conception ouest-allemande de l'ordre et du droit.

L'opposition en France a de tout temps été plus radicale, plus fondamentale et plus large que l'opposition en Al-

lemagne. Le renversement d'un système existant est considéré en France depuis le XVIIIe siècle comme légitime dans une certaine mesure. Depuis, l'état de guerre civile idéologique est quasiment permanent en France ».

LA TERREUR MENACE PARTOUT

Cependant, la « Sueddeutsche Zeitung » met en garde le gouvernement français contre le danger d'une importation de la terreur ouest-allemande. « Parce qu'ils estiment que la France est pour eux un pays d'accueil sûr, les terroristes n'ont jusqu'à présent pas été actifs en France. La question est de savoir combien de temps durera cette paix marchandée », conclut le journal.

Pour la « Frankfurter Allgemeine Zeitung » (FAZ), le procès que l'étranger fait aux Allemands est un faux procès qui ne vise pas l'Allemand de l'Ouest d'aujourd'hui mais « le vieil Allemand, le nazi ». Et la « FAZ » ajou-

te: « Personne ne rend hommage au fait que, si nous n'avons pas dominé notre passé, nous nous sommes éloignés de lui au point de ne pouvoir le reconnaître ».

VIEUX PRÉJUGÉS

Cependant la « FAZ » conclut qu'il n'est peut-être pas tellement étonnant que l'étranger reste accroché aux vieux préjugés anti-allemands: « Quelle étiquette de remplacement pouvons-nous proposer? Savons-nous nous-mêmes comment nous nous comprenons? ».

Pour la « Welt » enfin, Français et Italiens, en accusant continuellement la RFA, s'épargnent le débat avec leur propre histoire: l'Italie refoule ainsi le fascisme et la France la collaboration avec les forces d'occupation allemandes. Et la « Welt » conclut: « Français et Italiens ne peuvent continuer de refouler leur passé sur le dos de leur voisin ». (afp)

Léopold Stokowski n'est plus

Le chef d'orchestre Léopold Stokowski, qui est mort hier près de Londres, à l'âge de 95 ans, avait accompli l'essentiel de sa carrière aux États-Unis.

Né à Londres le 18 avril 1882, il avait fait ses études de musique en Angleterre d'abord, puis à Paris et en Allemagne. D'abord organiste et maître de chapelle à l'église Saint-James de Piccadilly, à Londres, il émigra aux États-Unis en 1905. Chef de l'Orchestre de Cincinnati en 1909, il obtint en 1912, la charge de directeur du fameux orchestre de Philadelphie, qu'il devait conserver jusqu'en 1936. Il occupa ensuite divers postes importants, notamment la direction de l'Orchestre philharmonique de New York. Il avait fondé en 1962 l'American Symphony Orchestra dont il était demeuré le directeur musical jusqu'en 1972.

Léopold Stokowski avait réalisé de très nombreuses transcriptions symphoniques des œuvres de Bach. Pour Walt Disney, il avait assuré la direction musicale de « Fantasia », un dessin animé sur la musique classique aussi renommé que controversé. (ats-afp)

Condamnation à mort au Zaïre

La Cour de sûreté de l'Etat du Zaïre a condamné hier matin l'ancien ministre des Affaires étrangères du Zaïre, M. Nguza Karl I Bond, à la peine de mort pour « haute trahison ».

L'ex-chef de la diplomatie zaïroise avait comparu devant ce tribunal le 10 septembre dernier, en audience publique. Trois chefs d'accusation avaient été retenus contre l'ex-ministre du président Mobutu: atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat, non dénonciation des « envahisseurs », offense envers la personne du chef de l'Etat.

M. Nguza Karl I Bond avait plaidé non coupable et avait nié au cours de son procès les accusations retenues contre lui. La Cour de sûreté de l'Etat, en prononçant à son encontre la peine suprême, a suivi le réquisitoire du représentant du Ministère public qui avait demandé au tribunal la peine de mort.

M. Nguza Karl I Bond avait été démis de toutes ses fonctions le 13 août dernier. Accusé de « haute trahison » en rapport avec la guerre du Shaba, il avait été arrêté le même jour. (afp)

flash • flash • flash • flash

● **Colombie: intoxication alimentaire fatale à 15 enfants**
Quinze enfants sont morts et vingt autres au moins sont dans un état grave, à Pasto (Colombie), à la suite d'une intoxication alimentaire, indique-t-on de source officielle à Bogota. Quelque 300 autres enfants se trouvent actuellement en observation dans divers hôpitaux, cependant que les autorités recherchent activement les causes de cette intoxication massive. (afp)

● **Démision de l'équipe de « France-musique »**
L'équipe de « France-Musique » (5 chefs de rubrique et 45 producteurs) a décidé lundi de quitter Radio-France, par solidarité avec le responsable de la chaîne, M. Louis Dandrel, qui avait démissionné dimanche. Rédacteur en chef de France-Musique et l'un des artisans de la récente réforme de la chaîne, ce dernier était en désaccord avec la direction des programmes et services musicaux de Radio-France, qui refuse notamment d'accorder une autonomie de direction à France-Musique. (afp)

● **Pluies diluviennes au Kansas: quatre morts**
Les pluies torrentielles qui s'abattent sur la ville de Kansas-City depuis 2 jours ont déjà fait quatre morts et des centaines de sans-abri. La police et les pompiers de Kansas-City sillonnent les rues inondées en barques pour évacuer les habitants du sud de la ville, bloqués par les eaux. (afp)

● **Américain condamné pour espionnage**
Convaincu d'espionnage, au profit de l'Union soviétique, Christopher John Boyce, employé d'une société américaine travaillant pour le Département de la Défense, a été condamné à quarante ans de prison. (afp)

● **Inondations en Crète: quatre morts**
Quatre personnes ont péri victimes

d'inondations catastrophiques provoquées par des pluies torrentielles qui sont tombées dimanche et lundi dans la région de Héraclion en Crète. Des dégâts importants ont été provoqués dans les cultures et le trafic routier et téléphonique a également été perturbé. (afp)

● **Mort de Robert Lowell**
Robert Lowell, Prix Pulitzer de poésie 1966, est mort lundi à New York d'une crise cardiaque. Il était âgé de 60 ans. Né à Boston, Robert Lowell avait reçu, avant le « Pulitzer », le Prix des Arts et Lettres de l'Académie américaine et le « National Book Award ». Il avait publié « Land of Unlikeness » en 1944 et « Lord Weary's Castle » en 1946. « Selected Poems » (1976) et « Day by Day », sorti cette année, comptaient parmi ses recueils les plus récents. (afp)

● **Peintre soviétique bientôt inculpé**
Le peintre soviétique Oscar Rabine, arrêté lundi, sera poursuivi au titre de l'article 209 du Code pénal soviétique qui s'applique notamment aux coupables de « parasitisme », a annoncé hier le fils du célèbre artiste non conformiste. Oscar Rabine a été à l'origine de plusieurs expositions « sauvages » d'artistes qui se situent en marge des canons de l'art officiel soviétique, notamment d'une exposition organisée en septembre 1974 dans un terrain vague de la banlieue de Moscou et rapidement dispersée au bulldozer par les autorités. (afp)

● **Alerte au choléra aux Pays-Bas**
Une étrangère présentant des symptômes de choléra est actuellement en traitement à l'hôpital Saint-Radboud de Nimègue, dans l'est des Pays-Bas. Le porte-parole de l'hôpital a déclaré que l'examen médical n'a pas encore donné la certitude que la femme est atteinte de cette maladie, mais qu'elle est traitée comme si elle avait le choléra. (afp)